

pour compléter le projet. La compagnie hondurienne de quatre pelotons de sapeurs-démouilleurs, plus le personnel de soutien, (au total, 130 hommes), accompagnée par les officiers de la JID, qui assurent la logistique, les communications et le soutien médical, ont passé l'été de 1995 à délimiter les superficies à déminer. Les opérations ont commencé le 18 septembre, les fonds n'étant assurés que pour couvrir six mois de travaux dans le budget de fonctionnement prévu. On négocie actuellement une offre d'aide d'une organisation non gouvernementale allemande, spécialisée dans le déminage humanitaire.

Le programme comporte des modalités pour l'évacuation par hélicoptère sur un hôpital militaire ou civil de tout blessé durant les activités de déminage, une nouveauté, puisque auparavant les blessés étaient transportés par n'importe quel moyen disponible vers un hôpital central ou régional. Pendant les 11 mois de présence de l'équipe JID dans la région de la frontière nicaraguayenne avant août 1995, six accidents sont survenus à des civils, de jeunes gens ou des enfants, et la moitié des victimes sont mortes. Le programme est censé couvrir aussi les besoins en réhabilitation et en équipement de prothèse pour 200 amputés civils.

Parallèlement au déminage, une campagne de sensibilisation au danger des mines, par des annonces radio diffusées et télévisées et l'affichage dans les écoles et les marchés, a été lancée dans la région de Paraíso, à l'intention de la population civile.

Le Honduras est un pays pauvre, perturbé par une profonde crise économique, et le banditisme et la délinquance criminelle y règnent. Dans ce contexte, des ressources supplémentaires et de l'aide étrangère iront au déminage et à la rééducation des victimes de mines antipersonnel au lieu d'être consacrées aux besoins sociaux élémentaires. Ce pays n'a peut-être pas directement connu la guerre pendant la dernière décennie, mais le peuple hondurien récolte — en morts et mutilés, en terres inutilisées, en frais supplémentaires — ce que d'autres ont semé.

COSTA RICA

Parmi tous les pays centraméricains, directement ou indirectement concernés par les récents conflits civils, le Costa Rica est le moins infesté par des mines antipersonnel. Comme conséquence des combats au Nicaragua, une branche de la Contra a été active depuis des bases au Costa Rica.

En septembre 1992, les autorités costariennes ont formulé une demande d'aide en déminage à l'OEA. Des experts de la JID ont localisé les sites minés : quinze kilomètres de la frontière nord avec le Nicaragua, totalisant entre 1 000 et 2 000 mines¹⁷. En 1995, un groupe de 10 techniciens costariens, recrutés parmi les forces de la police nationale (puisque le pays ne possède pas d'armée), sont partis au Honduras pour suivre un entraînement avec les forces armées de ce pays dans le cadre du programme de la JID. Cette dernière doit superviser l'effort de déminage et fournir l'équipement et l'expertise techniques nécessaires. Le projet va coûter 1 410 000 dollars US et exigera six mois de travail sur un terrain difficile de jungle¹⁸.

COSTA RICA	
Superficie	: 50 700 km ²
Population	: 3 420 000
Densité de population	: 67,5 hab./km ²
Produit intérieur brut par habitant	: US\$ 5 580
Indice de développement humain	: 0,848
Source : <i>Etat de monde 1996, Le Décamètre, Paris</i>	

GUATEMALA

Contexte historique et social

Le Guatemala fait preuve d'une instabilité politique bien longue, des coups d'État et des régimes militaires alternant, depuis le renversement en 1954 du gouvernement démocratiquement élu, avec des administrations qui, bien que civiles, ont été tout aussi autoritaires. Il connaît un conflit civil depuis 1961, opposant les forces armées, des milices paramilitaires et des escadrons de la mort à une succession de factions de guérilla principalement actives au sein de la population amérindienne. Dès la fin des années 70 jusqu'à l'installation d'un gouvernement civil élu, en 1986, la violence militaire a été particulièrement marquée avec un déplacement

¹⁷ Hidden Killers: The Global Landmine Crisis. Département d'Etat des Etats-Unis, Washington DC, décembre 1994.

¹⁸ Rapport de l'Etat-major général de la JID à la Réunion internationale sur le déminage des Nations Unies, Genève, 5-7 juillet 1995.

massif de la population et un exode des habitants d'origine indienne qui ont cherché refuge dans les régions limitrophes du Mexique. On estime que les combats et la répression qui perdurent depuis trois décennies ont coûté la vie à plus de 100 000 personnes.

Comme ailleurs dans la région, les développements internationaux ont amorcé un mouvement vers une démocratisation du régime et la réconciliation politique, par le biais de négociations, entamées depuis 1990 et souvent interrompues, entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), une coalition de groupes de guérilla. En juin 1993, le Président, élu en 1990, a été déposé par l'armée après avoir essayé de dissoudre le Congrès national et la Cour suprême. Il a été remplacé par l'un des principaux activistes des droits de l'homme du pays. Les négociations avec la guérilla, toujours difficiles, ont précédé néanmoins avec un tout autre élan.

Un premier accord a été signé à Oslo, en juin 1994 (Accord pour la réinstallation des populations déracinées par l'affrontement armé). Selon ce texte, une Commission de la paix, censée collaborer avec une mission d'observateurs du processus de paix des Nations Unies (MINUGUA), serait établie pour veiller à sa mise en oeuvre avec sept groupes de travail techniques, y compris un sur les mines antipersonnel. Le gouvernement et l'URNG ont accepté, selon l'Accord, de coopérer dans l'élimination de tous les types d'objets explosifs déployés ou laissés dans les zones de combat.

En mars 1995, les négociations ont abouti à un second accord portant sur l'identité et les droits des habitants amérindiens, le tout premier document officiel à reconnaître que le Guatemala est une société multiethnique et multilingue. Un clivage social profond et historique partage, en effet, la société guatémaltèque entre une élite citadine, riche et hispanophone, et une majorité rurale, pauvre et d'origine amérindienne en majorité. Celle-ci parle 23 langues et dialectes mayas ou olmèques et habite surtout les départements de l'intérieur de San Marcos, Huehuetenango, El Quiché, Quetzaltenango, Sololá, Chimaltenango et Totonicapán; elle représente à peu près 60% de la population totale du pays, mais atteint 70 à 90% selon les départements. En région rurale, les taux de mortalité infantile et d'analphabétisme sont élevés, et les gens reçoivent peu de services sociaux. Historiquement, ils

connaissent mal l'État et c'est leur position, marginalisée et précaire, qui est une des racines essentielles du conflit civil.

Les négociations se poursuivent, en matière de réforme agraire, de réformes institutionnelles, et à propos de l'avenir des forces armées et de la réinsertion politique de l'URNG. Des élections présidentielles et législatives libres, avec candidatures multiples, ont eu lieu en novembre 1995, et ont été suivies par un deuxième tour présidentiel en janvier 1996. L'URNG a proclamé un cessez-le-feu unilatéral durant les trois semaines conduisant aux élections et, pour la première fois, a soutenu la participation populaire au processus électoral.

En comparaison du bilan humain dû à la violence de plus de trente années de conflit armé, le nombre de morts et blessés causés par les mines antipersonnel peut sembler relativement peu important. Toutefois, l'opinion publique est très consciente du problème et la presse locale en fait l'écho; en outre, le Guatemala est le seul pays de la région, jusqu'à présent, à avoir ratifié la Convention des Nations Unies de 1980 sur certaines armes classiques — qui inclut les mines terrestres. De plus, la présence des mines a empêché le retour des réfugiés et entravé le redémarrage des activités agricoles pour les paysans déjà rentrés au pays. Cela a donné lieu à une campagne de détection des mines et de sensibilisation au danger qu'elles représentent, menée tambour battant à l'instigation du HCR, campagne qui a été très réussie et bien reçue. Le déminage va continuer, et sera financé, du moins en partie, directement sur le budget de fonctionnement du Congrès national.

Considérations économiques et géographiques

Le Guatemala est un pays montagneux (une bonne partie se situe à plus de 1 500 mètres d'altitude) et est doté de 23 volcans, dont sept sont actifs, avec beaucoup de lacs et de rivières. La région frontalière avec le Mexique est particulièrement isolée.

GUATEMALA	
Superficie	: 108 890 km ²
Population	: 10 620 000
Densité de population	: 97,5 hab./km ²
Produit intérieur brut par habitant	: US\$ 3 390
Indice de développement humain	: 0,554
Source : <i>Etat de monde 1996, Le Décamètre, Paris</i>	

C'est le pays le plus peuplé de l'Amérique centrale, avec un produit intérieur brut qui est au-dessus de la moyenne, ce qui lui donne la plus grande économie de la région. Mais ces chiffres représentent surtout le niveau de vie relativement élevé de la population urbaine et doit être nettement distingué des conditions de vie de la majorité rurale.

La production agricole est la base de l'économie : café, banane, canne à sucre, tabac, coton, agrumes, maïs et légumineuses. Le régime foncier est encore hautement concentré et semi-féodal dans sa structure, avec l'existence de grandes *fincas*, ce qui ajoute au facteur de rupture sociale. Le tourisme et la transformation manufacturière tertiaire sont des industries en pleine croissance, alors que celles du bois et papier, du caoutchouc, des textiles, de matériel de construction et des produits pharmaceutiques sont d'une importance particulière; enfin, le Guatemala possède le secteur des services le plus développé de tous les pays de la région.

Emploi des mines

Les forces armées de Guatemala prétendent qu'elles n'emploient pas de mines antipersonnel de fabrication industrielle, par choix stratégique et tactique, bien que ces engins constituent, dans la pensée militaire classique, une méthode assez répandue d'autoprotection des avant-postes isolés. On admet, toutefois, que certains commandants locaux, de leur propre initiative et non pas selon la politique officielle, ont employé autour leur base militaire des grenades et des pièges explosifs improvisés avec un fil de trébuchement. Cependant, le déploiement de ces dispositifs est limité et ils sont censés être enlevés quand un détachement lève le camp, et par conséquent, en général, on considère que ces engins ne devraient pas constituer un danger pour la population civile.

Les guérilleros de l'URNG utilisent de nombreuses mines, mais probablement beaucoup moins que les 35 000 qu'estime l'armée. La méthode d'emploi et la nature artisanale des mines de la guérilla font en sorte qu'elles visent directement les militaires et non la population civile, bien que leur contrôle pose beaucoup de problèmes. Dans un communiqué officiel à la MINUGUA, l'URNG admet utiliser des mines antipersonnel lors d'actions

ponctuelles contre l'armée, et les récupère ultérieurement si elles n'ont pas été employées. Tout accident survenant ensuite est dû à «l'oubli involontaire de mines sur place».

Les mines de l'URNG sont des dispositifs primitifs composés de matières simples, et ne contiennent pas de pièce électronique ou d'explosif militaire commercial, à l'exception de ce qui est récupéré des munitions non explosées de l'armée. Plus de 90% des dispositifs improvisés de la guérilla sont des mines de type Claymore, mines directionnelles à fragmentation dont les éclats métalliques balaient un certain angle, et causent des blessures graves sur une distance de 10 mètres ou plus, selon la puissance de feu de l'engin. Les guérilleros emploient ces mines directionnelles d'une façon offensive, presque comme s'il s'agissait d'un mortier ou bazooka rapproché, à courte distance, ce qui requiert de viser attentivement.

L'armée admet que l'URNG n'a pas posé de grands champs de mines permanents. Quelques engins sont placés autour des campements de l'armée, le long des sentiers de patrouille et, parfois, utilisés comme moyen de protection des bases de la guérilla. En effet, leur emploi rend difficile le passage de l'infanterie de l'armée dans des régions sous contrôle de la guérilla et démolit les troupes par les blessures provoquées. Les guérilleros ont une connaissance détaillée du terrain, très accidenté, et ils peuvent placer des mines dans des ravines ou dans le maquis d'une façon efficace contre les mouvements de l'armée, après avoir attiré des patrouilles dans une embuscade. L'importance des pertes enregistrées par la troupe, par rapport au petit nombre de mines, indique la précision du ciblage et l'emploi quasiment de type «artillerie» que l'on fait d'elles.

Selon le corps de génie des forces armées, les mines sont équipées d'un dispositif de déclenchement mécanique, et le détonateur électrique utilise des piles commerciales ordinaires, tout comme les mines artisanales de la guérilla du Salvador. Vu la chaleur et l'humidité de l'environnement, les mineurs-sapeurs de la guérilla doivent visiter régulièrement leurs mines pour les contrôler, s'ils veulent qu'elles fonctionnent correctement. Des experts internationaux estiment que ces visites de contrôle ont lieu probablement une fois par mois, mais, étant donné le petit nombre relatif de guérilleros (parmi lesquels des experts en mines doivent être plus rares



Des ratés, munitions non explosées d'artillerie ou de bombardements aériens, existent dans la campagne, comme sur tout champ de bataille, mais leur quantité est relativement restreinte, les guérilleros étant attentifs à récupérer et réutiliser les composants explosifs. Néanmoins, les ratés sont dangereux et peuvent aisément exploser si le manie-ment est peu habile. Il est donc impossible de savoir à quel point les accidents qui arrivent aux civils sont dus à ces munitions non explosées ou aux mines oubliées de la guérilla.

Régions minées

Les régions les plus concernées incluent le lointain département du nord de Petén, la région limotrophe du Mexique (San Mateo de Huehuetenango, San Marcos, Playa Grande), et les départements intérieurs de Quetzaltenango, Sololá, El Quiché et Chimaltenango, dont la chaîne de volcans depuis le Tajumulco, le long de la Costa Mazatenango, jusqu'à Escuintla.

Victimes des mines antipersonnel

Le bilan des morts et blessés dus aux mines antipersonnel au Guatemala est relativement peu important en comparaison du nombre total de victimes de trente-quatre ans de conflit civil. Les pertes de l'armée sont importantes, plus, cependant, à cause de la nature ciblée des mines antipersonnel de la guérilla que de la quantité de celles-ci. Les statistiques sont difficiles à évaluer pour plusieurs raisons : les sources de l'armée ne donnent pas de chiffres complets, afin de ne pas compromettre le moral de la troupe ni leur stratégie militaire; plusieurs ensembles différents de statistiques militaires sont disponibles, selon l'aspect particulier étudié : évacuation médicale, chirurgie hospitalière, réhabilitation des blessés. Les statistiques pour la guérilla ne semblent pas exister tout simplement. Les hôpitaux publics du ministère de la Santé ne cou-

encore), la quantité totale de mines contrôlées doit se chiffrer probablement à moins de 1 500. Perdre le contrôle de toute mine serait beaucoup plus dangereux pour les mouvements des forces de la guérilla que pour l'armée; les mines inutilisées sont récupérées et redéployées. Néanmoins, des accidents, dont certains ont reçu une grande publicité, sont survenus, blessant et tuant des civils.

Puisque les mines de la guérilla sont déployées de façon à ce que la nature du terrain dirige des patrouilles militaires vers le mécanisme de déclenchement, ces sentiers seraient dangereux pour des civils qui les utiliseraient aussi, ainsi que pour des réfugiés revenant dans ces régions pour s'y réinstaller.

Le reste des dispositifs artisanaux de la guérilla consiste en des grenades piégées ou de simples mines à effet de souffle, actionnées par pression. Aucune évidence n'a été apportée pour prouver l'emploi de mines antivehicule. Le terrain étant très accidenté, les routes peu nombreuses, et la plupart des zones de combat isolées et difficiles d'accès, les forces armées ne peuvent pas y circuler avec des chars ou des véhicules blindés et, donc, les mines antichar seraient inutiles.

vrent pas le territoire tout entier, le transport est difficile et trop coûteux pour la majorité de la population rurale, et l'accès aux centres spécialisés de la capitale est hors portée de la plupart des victimes. C'est pourquoi peu de chiffres sont disponibles sur les pertes civiles dues aux mines.

L'apogée de l'activité militaire s'est située pendant la décennie 1980 - 1990 et est en déclin depuis. Durant cette période, il y a eu une moyenne de près de 600 militaires blessés évacués chaque année par le service de santé militaire, atteignant un maximum de 1 800 au plus fort des combats en 1987. On évalue les pertes militaires dues aux mines à presque la moitié, toutefois, les amputations ont constitué une proportion relativement peu importante de toutes les blessures, renforçant ainsi la perception que la plupart des mines de la guérilla sont de type Claymore à fragmentation.

La plupart des blessés militaires sont d'abord transportés à l'un des trois hôpitaux militaires régionaux, à Huehuetenango, à Playa Grande ou à Santa Helena de Petén. Seuls les patients très grièvement blessés sont envoyés à l'Hôpital militaire central à Ciudad Guatemala. Celui-ci est un grand édifice moderne doté de 200 lits et de 10 salles d'opération. L'évacuation par hélicoptère est une pratique routinière dans les forces armées guatémaltèques et l'Hôpital central dispose d'un terrain d'atterrissage attenant. Les civils blessés évacués par l'armée sont eux aussi transportés dans les hôpitaux régionaux, mais on ignore quel pourcentage du total des civils blessés ils représentent.

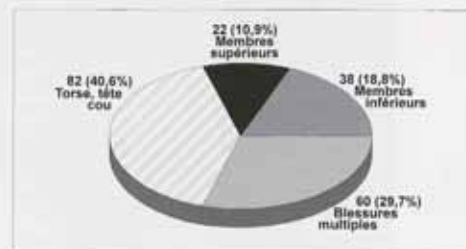
TABLEAU VII
Localisation anatomique des lésions dues aux mines
Hôpital militaire central, Ciudad Guatemala, 1993-1995 (août)

SITE ANATOMIQUE	1993	1994	1995 (août)
Membres inférieurs	22=21,2%	11=15,8%	5=17,9%
Membres supérieurs	11=10,6%	5=7,1%	6=21,4%
Corps supérieur	47=45,2%	28=40%	7=25%
Blessures multiples	24=23,1%	26=37,1%	10=35,7%

Chiffre absolu suivi du pourcentage du total blessés par mine.

FIGURE 2 :

Localisation anatomique des lésions dues aux mines
Hôpital militaire central, Ciudad Guatemala, 1993-1995 (août)



Les actions militaires ont diminué depuis que les négociations ont commencé et, au sein de l'armée, les pertes dues aux mines ont diminué : une source de statistiques militaires couvrant la période 1994 - juillet 1995 donne un total de 22 soldats tués et 60 autres blessés, auxquels s'ajoutent 6 civils tués et 19 blessés. L'Hôpital militaire central a soigné 83 blessés par mine et reçu 16 morts, tous des soldats, durant la même période. L'analyse des statistiques de l'établissement démontre que les blessures aux membres inférieurs n'ont jamais dépassé 21% du total des blessés par mine; en comparaison, les lésions de la partie supérieure du corps — abdomen, thorax, cou et tête — ont constitué entre 25 et 45% des blessures, les blessures multiples représentant plus de 35%. Ces chiffres sont en contraste avec l'analyse de la banque de données des blessés de guerre du CICR. Dans les hôpitaux Croix-Rouge qui reçoivent des blessés provenant de conflits où l'on utilise aussi bien les mines à effet de souffle qu'à fragmentation — Afghanistan, Cambodge — on retrouve des blessures aux membres inférieurs dans 60% des cas, à la partie supérieure du corps chez 18% à 25%, et le polytraumatisme dans moins de 10% des victimes.

Ces chiffres guatémaltèques correspondent aux lésions infligées par des mines directionnelles à fragmentation, non pas par celles à pression. Quelques unes de ces dernières doivent bien exister si l'on considère que, depuis le début des années 80, une moyenne annuelle de 7 soldats évacués d'urgence étaient des amputés, et que la majorité de patients appareillés en prothèse dans le pays sont des militaires.

L'Association guatémaltèque pour la rééducation des handicapés (AGREL) est une organisation non gouvernementale qui s'occupe de la rééducation occupationnelle, de la kinésithérapie, de la fabrication de béquilles et fauteuils roulants et de l'appareillage en prothèses. Elle constitue l'unique source de membres artificiels dans le pays. Les frais financiers de presque tous les patients de l'AGREL, y compris les militaires, sont couverts par divers plans d'assurance sociale. Cela exclut la majorité de la population, qui ne dispose d'aucune assurance médicale ou sociale, surtout les paysans amérindiens, même si une fondation charitable couvre les frais médicaux pour quelques citoyens des ces régions et assure leur transport jusqu'à la capitale. L'AGREL produit 140 membres artificiels par an, jusqu'à 75% de ceux-ci étant pour le personnel militaire. Deux tiers des patients civils (surtout des cas à pathologie médicale ou des accidentés de la circulation ou de travail) viennent de la capitale, ce qui signifie que seulement près d'un patient par mois originaire de la campagne reçoit une prothèse.

Les statistiques concernant le nombre de victimes civiles par mines antipersonnel sont peu fiables ou carrément inexistantes. Cependant, depuis peu, la présence d'observateurs internationaux a permis de noter qu'il y aurait eu dix morts et neuf blessés parmi la population des départements de El Quiché, San Marcos et Huehuetenango durant les neuf premiers mois de 1995. Si ces chiffres sont appliqués à une situation semblable durant toutes ces années de conflit, alors de nombreux handicapés seraient éparpillés dans les montagnes, et leur réhabilitation serait une tâche bien plus difficile qu'au Nicaragua, où les problèmes liés aux mines antipersonnel ont bénéficié d'une plus grande publicité.

Démontage et processus de paix

Suite à une visite au Guatemala en 1992, le Comité de déminage des chefs d'état-major de la JID a proposé un plan de déminage en trois étapes, d'un coût de 4 215 000 dollars US, à réaliser par les forces armées guatémaltèques sur une période de deux ans¹⁹. Comme avec les programmes dans d'autres

pays centraméricains, le plan comprendrait la préparation d'instructeurs internationaux, la formation de sapeurs guatémaltèques, ainsi que le déminage réel. L'absence d'une trêve dans les zones de combat a empêché la mise en oeuvre du projet, qui a été supplanté par des initiatives internationale et locale.

La présence de mines antipersonnel empêchant le retour des réfugiés et la reprise de la production agricole, l'impulsion pour le déminage a été donnée par le plan de rapatriement des réfugiés organisé par le Haut commissaire des Nations Unies (HCR). L'agence onusienne proposait le retour volontaire, étalé sur plusieurs années, de plusieurs milliers de familles depuis le Mexique, mais la crainte des mines dans les zones de retour a entravé l'accomplissement du projet. Un programme complet de réduction des risques pour les rapatriés a donc été mis sur pied, en utilisant l'expérience réussie de l'UNICEF au Salvador.

Le HCR a demandé au bureau allemand de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (*International Physicians for the Prevention of Nuclear War — IPPNW*) d'étudier le problème. Ce dernier a passé un contrat avec une organisation non gouvernementale spécialisée dans le déminage humanitaire — la société allemande de la coordination des projets pour la résolution des dommages de guerre (*German Project Coordination : GPC*) — pour envoyer des experts au Guatemala effectuer une évaluation préliminaire, ce qui a été fait en mai 1994. La première phase a été financée par l'Union européenne, et la deuxième par le gouvernement suisse, par l'entremise de son ambassade à Ciudad Guatemala. Un total de 700 000 dollars US a été affecté à l'étude d'experts et à la formation, en détection des mines et en sensibilisation populaire, d'une équipe de 18 personnes choisies parmi les futurs rapatriés.

Les membres de l'équipe ont été équipés pour rechercher des mines et autres engins explosifs, et préparés aux premiers gestes à faire devant un objet suspect, afin de le marquer et d'informer les responsables de la désactivation. Ils ont en outre eu des cours de premiers secours en cas d'accident lors de leurs activités et une formation pour l'entretien et la réparation des détecteurs de mines. Le programme de sensibilisation populaire, organisé par l'équipe auprès des réfugiés de retour, a touché 8 000 habitants pour l'année 1994. Il a été préventif : Qu'est-ce qu'une mine? A quoi ressemble-t-elle? Que

¹⁹ Rapport de l'état-major général de la JID à la Réunion internationale sur le déminage des Nations Unies, Genève, 5-7 juillet 1995

faire si vous en trouvez une? (L'importance extrême de cette instruction a été démontrée par l'exemple d'une paysanne qui se servait d'une mine de type Claymore comme pilon à mouler le maïs!) On a affiché des posters et des photographies dans les écoles et les marchés, et donné des présentations publiques pour faire prendre conscience aux gens des dangers posés par les mines.

Suite à la signature, en juin 1994, de l'Accord pour le réinstallation des réfugiés, le HCR a appelé les deux belligérants — l'armée et la guérilla URNG — à ne pas miner les zones de retour, alors que l'équipe spéciale cherchait mines et munitions non explosées dans la région proposée et informait ensuite les autorités pour que les sapeurs des forces armées s'en débarrassent. Le moyen utilisé à cet égard était en général l'explosion, et les soldats étaient habillés en civil pour maintenir la confiance de la population. L'équipe de déminage a découvert six mines de type Claymore, trois bâtons de dynamite, quatre grenades à main, cinq grenades à propulsion de roquette (RPG) et plusieurs centaines de cartouches. Le retour des réfugiés dans les localités de Cuarto Pueblo, Xalbal, Los Angeles, Pueblo Nuevo et Mayalán dans la région d'Ixcán a eu lieu sans incident, et aucune victime due aux mines ou aux munitions non explosées n'a été à déplorer.

Bien que le gouvernement et la guérilla aient tous les deux consenti à coopérer dans le déminage, ni l'armée ni l'URNG n'ont fourni de cartes des superficies minées — si les cartes existent — en grande partie parce qu'un traité de paix final n'a pas encore été signé. Au groupe de travail sur les mines de la Commission de la paix, établi par l'Accord de 1994, participent des représentants de la population concernée, du gouvernement et de l'armée, ainsi que de la communauté internationale (représentée par le HCR et l'OEA). Il a décidé de généraliser le programme de détection et de sensibilisation populaire, à la suite du rapport fait aux observateurs civils de la MINUGUA de plusieurs accidents dus aux mines dans le département de Huehuetenango. Le groupe de travail s'est rendu compte de la nécessité de la présence d'une équipe de détection et d'instruction qui dispose de la confiance du peuple. L'équipe

qui, à l'origine, était destinée à faciliter le retour des réfugiés a ainsi été intégrée au Corps volontaire des pompiers (CVB — *Cuerpo Voluntario de los Bomberos*).

Les *Bomberos Voluntarios* ont la confiance de la population et sont largement acceptés dans toutes les couches de la société guatémaltèque. Le groupe de travail et le CVB ont décidé d'aller de l'avant avec un plan qui vise à détecter et détruire les mines avant la signature d'un traité de paix. Il existe maintenant vingt-huit *Bomberos Voluntarios* formés dans la détection, la signalisation et la démarcation des mines, et dans la sensibilisation de la population.

La question des mines et celle de la sécurité des réfugiés à leur retour ont été également à l'origine de la proposition d'une nouvelle loi qui a passé au Congrès de la République le 17 août 1995 : la loi sur la Réduction des risques pour les habitants des zones concernées par le conflit armé, par la recherche et la désactivation de mines et autres engins explosifs (*Reducción de Riesgos a los Habitantes de las Zonas Afectadas por el Enfrentamiento Armado, a través del Rastreo y Desactivación de Minas y Otros Artefactos Explosivos*). Cette loi fournit un financement de l'ordre de 1 000 000 Quetzals (200 000 dollars US) par an comme soutien au travail des *Bomberos Voluntarios* jusqu'à la fin du déminage.

La nouvelle loi crée une Commission de coordination comprenant le président de la Commission de la paix du Congrès, un représentant de la Commission nationale pour l'assistance aux rapatriés, réfugiés et déplacés (CEAR — *Comisión Nacional para la Atención de Repatriados, Refugiados y Desplazados*), un représentant du CVB, et un de l'organisation non gouvernementale allemande GPC. Cette initiative a été proposée comme un pas dans la direction de la réhabilitation de l'État envers et auprès de la population rurale et qui assure, en plus, le retour des réfugiés dans «des conditions de dignité et de sécurité». Dans l'atmosphère politique actuelle, la loi est présentée, et comprise, comme un effort, aussi bien pour réconcilier les différences historiques entre l'élite urbaine privilégiée et la majorité rurale d'origine amérindienne, que pour corriger les injustices historiques subies par celle-ci.

Conclusion

Les mines antipersonnel sont les armes les plus meurtrières et les plus polluantes que l'on emploie actuellement. La présente étude démontre la nature indiscriminée des mines, même lorsque elles sont employées selon les préceptes militaires classiques, et la trop grande facilité qu'il y a d'en abuser. Le déploiement de mines, apparemment à des fins militaires et sans cibler spécifiquement la population civile, a néanmoins eu un effet dévastateur sur des civils. Nulle part elles n'ont déterminé l'issue des combats. Les mines n'ont pas toujours protégé des installations contre le sabotage, mais ont souvent gêné leur réparation. L'effet indiscriminé de ces armes affecte non seulement la victime (militaire ou civile), mais aussi le temps : pendant un conflit, après le cessez-le-feu, ou même bien plus tard, après des élections démocratiques. Il influe aussi sur l'espace — pays qui n'a pas directement connu la guerre mais est infesté de mines ou, régions touchées par les mines à cause des facteurs naturels qui les déplacent.

Les mines antipersonnel provoquent des maux superflus. Le fardeau de la prise en charge médicale et sociale des victimes des mines, qui pèse sur le système de santé publique tout entier, de l'évacuation du blessé jusqu'à sa rééducation et réinsertion sociale, n'est plus à démontrer.

La présence de mines antipersonnel en Amérique centrale joue un rôle déstabilisateur et représente un obstacle supplémentaire sur la route déjà tortueuse de la paix. À titre d'exemple, des sociétés paysannes et agricoles accusent un manque à gagner énorme à cause de grandes étendues de terres fertiles infestées de mines et donc, incultivables. Cela touche une population qui vit trop souvent dans la misère et qui, de ce fait, exploite les ressources naturelles disponibles au-delà de leur capacité. En Amérique centrale, la terre, et la pression démographique exercée sur elle, ont toujours constitué un des enjeux principaux dans la vie économique et politique. Ces séquelles déstabilisent la société et compromettent le développement économique.

Le déminage est devenu un souci majeur dans toute la région. L'exemple de ces pays démontrent que, même lorsque des cartes et des registres existent, les difficultés du déminage sont considérables et son coût est très

élevé. Le déminage implique des dépenses supplémentaires, dans un contexte budgétaire restrictif, comportant un grand nombre de priorités sociales (chômage, éducation, santé publique, infrastructures). D'aucuns considèrent que l'insuffisance de ces programmes sociaux est la cause principale d'une criminalité galopante et d'une insécurité généralisée, et s'ils ne sont pas menés de façon adéquate, on craint que cela ne mette le feu aux poudres.

Les conséquences de la «guerre des mines» ont soulevé des réactions significatives. Le Salvador et le Guatemala ont tous les deux fait l'expérience d'une mobilisation publique et politique, accompagnée de programmes réussis de déminage et de sensibilisation. Ces programmes progressent d'autant mieux que les anciens antagonistes coopèrent. Cela n'a pas toujours été le cas. Néanmoins, au niveau diplomatique, tous les pays d'Amérique centrale ont appris une leçon inestimable. Dans le contexte de la Conférence d'examen de la Convention de 1980 des Nations Unies sur certaines armes classiques, le Nicaragua a fait un appel public en faveur de l'interdiction totale de la production, du transfert et de l'emploi des mines antipersonnel. Le Chancelier du Honduras a exprimé une position identique. Au Guatemala, un des premiers pays à ratifier la Convention de 1980, les forces armées ont renoncé à tout emploi de mines de fabrication industrielle comme choix tactique et stratégique.

On ne doit pas attendre qu'une situation soit aussi catastrophique qu'en Afghanistan, au Cambodge ou en Angola pour pousser un cri d'alarme. Un blessé par mine, c'est déjà une victime de trop; surtout dans des sociétés qui ont connu récemment les horreurs de la guerre et qui essaient de panser leurs blessures sociales, économiques et politiques. C'est ce cri d'alarme que constitue cette étude, non pas en faveur des peuples d'Amérique centrale uniquement, mais pour tous les peuples et toutes les victimes, à travers le monde, qui souffrent de la présence de mines antipersonnel.